

FRANCE

Acculé, Macron charge Lecornu « d'ultimes négociations »

POLITIQUE

Le chef de l'Etat a confié au Premier ministre démissionnaire la lourde tâche de reprendre les négociations pour « définir une plate-forme d'action et de stabilité pour le pays ».

Sébastien Lecornu espère rattraper à nouveau LR tout en embarquant le PS, il a jusqu'à mercredi soir.

Isabelle Ficek

Le compte à rebours est lancé. Lundi soir, au terme de 24 heures qui ont vu la France s'enfoncer dans une grave crise politique, Emmanuel Macron a confié à Sébastien Lecornu, dont il avait accepté la démission lundi matin après l'explosion du socle commun et la grenade dégoupillée par le président des Républicains Bruno Retailleau, une lourde mission de la dernière chance.

Dans un court communiqué, l'Elysée a indiqué que le président de la République a demandé « *au Premier ministre démissionnaire en charge des affaires courantes, la responsabilité de mener, d'ici à mercredi soir, d'ultimes négociations afin de définir une plate-forme d'action et de stabilité pour le pays.* »

Après plusieurs heures de réflexions, après un premier tête-à-tête entre Emmanuel Macron et

Sébastien Lecornu lundi matin au terme duquel le chef de l'Etat a accepté la démission du Premier ministre pour lequel « *les conditions n'étaient pas réunies* », après un nouvel entretien dans l'après-midi, le président de la République, acculé, tente de gagner un peu de temps : deux jours.

Macron prendra « toutes ses responsabilités »

En cas d'échec de ces ultimes négociations, le chef de l'Etat prendra « *toutes ses responsabilités* », indique son entourage. Le mot n'est pas prononcé mais ces deux journées d'ultimes négociations ressemblent à la dernière station avant une nouvelle dissolution. De son côté, Sébastien Lecornu a indiqué sur X relever le gant et prévenu qu'il dirait « *mercredi soir si cela est possible ou non, pour qu'il puisse en tirer toutes les conclusions qui s'imposent* ».

Avant l'annonce de l'Elysée, Sébastien Lecornu, en quittant Emmanuel Macron, est allé au Sénat pour échanger avec le président Gérard Larcher. Avec en tête la volonté de ré-embarquer Les Républicains. « *Ils ont fait la connerie de leur vie, il est encore temps de s'entendre* », lâche un membre du bloc central. Juste avant le communiqué de l'Elysée, Bruno Le Maire, ministre démissionnaire des Armées brandi par LR comme le prétexte à leur courroux, avait indiqué se retirer de l'équipe démissionnaire, espérant que cela permettrait « *la reprise de discussions en vue de former un gouvernement dont la France a besoin* ». Un préalable.

« Tout est sur la table »

Mais lundi matin, dans son discours de démission, Sébastien Lecornu avait dénoncé les ambitions partisanes de certains et l'incapacité des mêmes à faire des compromis, notant « *beaucoup de lignes rouges* » mais « *rarement des lignes vertes* ». Il avait cependant souligné que « *certaines formations de l'opposition ont compris* » le principe de bâtir un compromis, semblant désigner le Parti socialiste qui avait laissé entendre qu'il était prêt à ne pas censurer s'il y avait un débat parlementaire sur la réforme des retraites. « *Il suffirait de peu pour que l'on puisse y arriver en étant plus désintéressés pour beaucoup, en sachant aussi faire preuve d'humilité, peut-être aussi un peu parfois d'effacement de certains égos* », a-t-il conclu.

« *Il a déjà trois semaines de négociations dans les pattes, il s'agit bien de mettre le fond avant les noms* », assure un conseiller de l'exécutif, pour lequel s'agissant du fond justement, « *Sébastien Lecornu va tout mettre sur la table.* » Cela sera-t-il de nature à faire aboutir cette mission ? Le PS, ce lundi, s'il s'est montré ouvert à des discussions et si son Premier secrétaire Olivier Faure a salué en Sébastien Lecornu un « *gaulliste* » qui a « *dignité et honneur* », reste très dur sur ses demandes sur la réforme des retraites de 2023.

Les dirigeants socialistes ont semblé en revanche moins allants sur une dissolution et demandé « *un Premier ministre de gauche* ». Si





sa mission réussissait, Sébastien Lecornu ne souhaiterait pas être renommé à Matignon. « Ce serait burlesque », avance un soutien. Peut-être de quoi, effectivement, poursuivre les discussions.

Mais la pression reste extrêmement forte sur le chef de l'Etat, qui faute de solutions réelles, paraît de plus en plus fragile et isolé. Le socle commun est à terre, extrêmement affaibli. Et le bloc central sait qu'une dissolution signifierait pour lui un carnage.

Démission ou dissolution

Le Rassemblement national ne s'y est pas trompé, lui qui, toute cette journée de lundi, n'a eu de cesse de dénoncer une « farce » et de mettre la pression sur le chef de l'Etat. Marine Le Pen a d'ailleurs prévenu

ce lundi soir : « Emmanuel Macron n'a que deux voies possibles : la démission ou la dissolution. »

Dans ce marasme, d'ici mercredi soir, une seule chose est sûre : 86 % des Français (+4 points en 1 mois) jugent le spectacle politique actuel « navrant » et « pas à la hauteur de la situation », selon un sondage Elabe pour BFMTV publié lundi. Les trois quarts estiment que Sébastien Lecornu a bien fait de démissionner et quasiment un sur deux (47 %) pense qu'Emmanuel Macron est le responsable de la situation. C'est 15 points de plus qu'il y a un mois.

« Nous sommes dans un cul-de-sac, déplorait, effaré, un haut responsable du bloc central. Emmanuel Macron s'est mis dans de beaux draps et nous avec. » ■

« Il suffirait de peu pour que l'on puisse y arriver, en étant plus désintéressés pour beaucoup, en sachant aussi faire preuve d'humilité, peut-être parfois d'effacement de certains égos. »

SÉBASTIEN LECORNU

Premier ministre démissionnaire en charge des affaires courantes



Emmanuel Macron a confié à Sébastien Lecornu « d'ultimes négociations ». Dernière station avant la dissolution. Photo Christophe Ena/Pool/AFP

